**B. Mandat relatif aux démarches auprès de l’administration fiscale belge**

**en vue de prévenir la double imposition (formulaire 5000-5003)**

**ÉTANT RAPPELÉ QUE :**

Les sommes de droits d’auteur que nous versons pour l’exploitation de vos œuvres sont susceptibles, dans un certain nombre de cas, de subir deux impositions : en France à un taux forfaitaire et en Belgique au taux qui vous est applicable.

Pour éviter cette double imposition, vous devez nous faire parvenir une fois par an un formulaire « 5000-5003», visé par le contrôleur fiscal dont vous dépendez, que nous devons ensuite transmettre à l’administration fiscale française.

Si vous le souhaitez, nous pouvons nous charger de cette démarche à votre place : vous pouvez nous confier, par un mandat repris ci-dessous, l’administration de cette obligation.

**Les coordonnées de l’administration fiscale belge en charge de mon dossier sont les suivantes :**

Les coordonnées de l’administration fiscale en charge de ce dossier sont indiquées sur votre déclaration fiscale. A défaut d’indiquer ces coordonnées, nous ne pouvons exécuter ce mandat.

**A.F.E.R - Bureau central de**

**Taxation de la commune de : ...........................................................................**

**Mon numéro national : ...........................................................................**

**Ou n° de TVA pour les sociétés : .............................................................................**

Par la présente, le Mandant mandate la Scam, qui l’accepte, d’entreprendre toute démarche auprès des administrations fiscales belges en vue de compléter le document 5000-5003 lié à la perception des droits d’auteur provenant de la Scam.

Le mandat comporte notamment la mission de compléter et signer au nom et pour le compte du Mandant ledit document, de le faire compléter par lesdites administrations et d’assurer le suivi de la procédure.

La Scam ne peut être tenue pour responsable du retard ou du refus de l’administration.

La Scam devra être informée dans les plus brefs délais par le Mandant des éventuels changements de coordonnées de l’administration dont il dépend, afin de lui permettre d’assurer sa mission définie par le présent mandat.

Ce mandat est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment par l’une ou l’autre des parties moyennant un préavis de 30 jours.

**Fait à : ...................................................................................................................**

**Date : ...................................................................................................................**

**Nom : ...................................................................................................................**

**Signature** (précédée de la mention « Lu et approuvé ») :